

*Afdeling 4. — Bijdrage tot een duurzamere mobiliteit*

**Art. 5.** Het criterium betreffende de bijdrage tot een duurzamere mobiliteit, zoals bedoeld in artikel 44, lid 1, 4<sup>o</sup>, van het decreet, wordt bepaald door de twee volgende subcriteria :

- 1<sup>o</sup> de duurzame mobiliteit;
- 2<sup>o</sup> de toegankelijkheid zonder specifieke lasten voor de collectiviteit.

HOOFDSTUK III. — *Hulpmiddelen bij de besluitvorming*

**Art. 6.** De software « LOGIC » is het hulpmiddel bij de besluitvorming, zoals bedoeld in artikel 44, lid 2, van het decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2015.

**Art. 8.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 april 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Economie,  
Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening,  
Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201975]

**2 AVRIL 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la composition et au fonctionnement de l'Observatoire du Commerce et de la Commission de recours des implantations commerciales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, les articles 4, § 1<sup>er</sup>, 6 et 9;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2014;

Vu le rapport d'évaluation concluant à l'absence d'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 57.099/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie du 10 février 2014;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie du 11 février 2014;

Considérant l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire du 14 février 2014;

Considérant l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 17 février 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « décret » : le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

2<sup>o</sup> « Commission de recours » : l'organe créé par l'article 7 du décret;

3<sup>o</sup> « Ministre » : le Ministre de l'Economie;

4<sup>o</sup> « Observatoire du Commerce » : l'instance instituée par l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret.

CHAPITRE II. — *Observatoire du Commerce**Section 1<sup>re</sup>. — Composition et siège*

**Art. 2.** L'Observatoire du Commerce est composé de treize membres effectifs, à savoir :

1<sup>o</sup> la représentation des instances consultatives suivantes :

- i. Conseil économique et social de Wallonie;
- ii. Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable;
- iii. Conseil supérieur du Logement;
- iv. Commission consultative du transport et de la mobilité;

2<sup>o</sup> un représentant de l'administration des implantations commerciales;

3<sup>o</sup> deux experts indépendants pour chacun des quatre critères mentionnés à l'article 44 du décret;

Le Ministre désigne les membres de l'Observatoire du Commerce, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un suppléant représentant les mêmes intérêts.

Parmi les membres effectifs de l'Observatoire du Commerce, le Gouvernement nomme le président ainsi que le vice-président. En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président.

**Art. 3.** La fonction de membre de l'Observatoire du Commerce est incompatible avec :

1° la qualité de tout professionnel de l'immobilier impliqué dans les projets d'implantation commerciale ou dans les schémas de développement commercial;

2° la qualité de membre de tout bureau d'études impliqué dans les projets d'implantation commerciale ou dans les schémas de développement commercial;

3° la qualité d'opérateurs concurrents ou de membre d'une organisation, d'un ordre ou d'une association représentative du secteur concerné, de façon à éviter un conflit d'intérêt.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Est réputé démissionnaire, sur décision de l'Observatoire du Commerce, le membre qui :

1° a été absent de manière non justifiée à plus de trois réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

2° a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué.

Est réputé démissionnaire de plein droit, le membre qui :

1° ne respecte plus le prescrit de l'article 3;

2° perd la qualité pour laquelle il a été nommé.

§ 2. Lorsqu'un membre démissionne ou est réputé démissionnaire, le Gouvernement désigne le remplaçant qui achève le mandat.

**Art. 5.** L'Observatoire du Commerce a son siège au sein du Conseil économique et social de Wallonie.

#### Section 2. — Secrétariat

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Un secrétaire permanent et deux secrétaires adjoints sont désignés au sein du personnel du Conseil socio-économique de Wallonie. Ils ont pour mission de préparer les réunions et les travaux de l'Observatoire du Commerce.

§ 2. Le secrétaire permanent ou l'un des secrétaires adjoints assiste aux réunions de l'Observatoire du Commerce auprès duquel il assume la fonction de rapporteur en rédigeant un procès-verbal de chaque réunion.

Le secrétariat permanent réunit la documentation relative aux travaux de l'Observatoire du Commerce et il remplit toutes les missions utiles à son bon fonctionnement. Il assiste également les membres de l'Observatoire du Commerce dans la préparation et la rédaction de leurs rapports, avis, observations, suggestions et propositions.

#### Section 3. — Fonctionnement et délibérations

**Art. 7.** Les travaux de l'Observatoire du Commerce sont dirigés par le président.

Un membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'Observatoire du Commerce délibère valablement uniquement si la moitié de ses membres sont présents.

Les rapports, avis, observations, suggestions et propositions de l'Observatoire du Commerce sont adoptés à la majorité simple des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président ou du vice-président dirigeant les travaux est prépondérante.

A défaut d'unanimité, les rapports, avis, observations, suggestions et propositions de l'Observatoire du Commerce reproduisent les opinions contraires qui ont été exprimées lors des travaux.

§ 2. Les réunions de l'Observatoire du Commerce ne sont pas publiques.

**Art. 9.** Le Ministre peut déterminer la nature, le montant et les conditions d'octroi des émoluments, en ce compris des jetons de présence, accordés aux membres, à l'exclusion des membres cités à l'article 2, 2°.

Les membres bénéficient des frais de déplacement et des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique.

**Art. 10.** L'Observatoire du Commerce établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

### CHAPITRE III. — Commission de recours

#### Section 1<sup>re</sup>. — Siège

**Art. 11.** La Commission de recours a son siège au sein des locaux de la Cellule de recours sur implantations commerciales de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche.

#### Section 2. — Secrétariat

**Art. 12.** Les membres de la Commission de recours sont assistés dans leurs travaux par un secrétariat. Le secrétariat est assuré par la Cellule de recours sur implantations commerciales de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche.

**Art. 13.** Le secrétariat réunit la documentation relative aux travaux de la Commission de recours et il remplit toutes les missions utiles à son bon fonctionnement.

#### Section 3. — Fonctionnement et délibérations

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. La Commission de recours se réunit sur convocation de son président.

§ 2. Chaque dossier est présenté par le secrétariat. Afin de pouvoir préparer l'examen du recours, le secrétariat fait parvenir préalablement à la réunion une version condensée du dossier annexée à l'ordre du jour.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La Commission de recours ne délibère valablement que si tous les membres sont présents. La Commission de recours siège à huis clos sans préjudice des auditions possibles.

§ 2. Le président ou le membre de la Commission de recours qui, à propos d'un dossier, n'offre pas de garanties d'impartialité suffisantes doit se récuser avant l'examen du dossier.

§ 3. Pour les permis d'implantation commerciale, les décisions de la Commission de recours sont prises à la majorité simple des voix de ses membres. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Pour les permis intégrés, les décisions de la Commission de recours sont prises de manière collégiale.

**Art. 16.** La Commission de recours établit un règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 17.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 22 février 2005 concernant les modalités de présentation et de désignation des membres du Comité socio-économique national pour la distribution;

2° l'arrêté royal du 23 février 2005 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Comité socio-économique national pour la distribution;

3° l'arrêté royal du 12 avril 2005 déterminant l'organisation, le fonctionnement, la rémunération et les règles de l'incompatibilité du Comité interministériel pour la distribution visé à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2015.

**Art. 19.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 2 avril 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie,  
de l'Innovation et du Numérique,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201975]

#### 2. APRIL 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Observatoire du Commerce" (Beobachtungsstelle für den Handel) und des Berufungsausschusses für die Handelsniederlassungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen, Artikel 4, § 1, 6 und 9;

Aufgrund des am 12. Dezember 2013 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Januar 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des gemäß Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Bewertungsberichts, der schlussfolgert, dass der vorliegende Erlass keine Auswirkungen auf die jeweilige Lage von Männern und Frauen hat;

Aufgrund des am 9. März 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.099/2;

Aufgrund des am 10. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region);

Aufgrund des am 11. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);

Aufgrund des am 14. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der "Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung);

Aufgrund des am 17. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft,

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Dekret": das Dekret vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen;

2° "Berufungsausschuss": Das durch Artikel 7 des Dekrets gegründete Organ;

3° "Minister": Der Minister für Wirtschaft;

4° "Beobachtungsstelle für den Handel": Die durch Artikel 2, § 1 des Dekrets eingerichtete Instanz;

## KAPITEL II — Beobachtungsstelle für den Handel

*Abschnitt 1 — Zusammensetzung und Sitz*

**Art. 2** - Die Beobachtungsstelle für den Handel setzt sich aus dreizehn effektiven Mitgliedern zusammen, nämlich:

1° der Vertretung der folgenden Beratungsinstanzen:

- i. "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie)
- ii. "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);
- iii. "Conseil supérieur du Logement" (hoher Rat des Wohnungswesens)
- iv. "Commission consultative du transport et de la mobilité" (beratende Kommission für den Transport und die Mobilität);

2° einem Vertreter der Verwaltung der Handelsniederlassungen;

3° zwei unabhängige Sachverständigen für jedes der in Artikel 44 des Dekrets erwähnten vier Kriterien;

Der Minister bestellt die Mitglieder der Beobachtungsstelle für den Handel auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie.

Für jedes Vollmitglied bestellt die Regierung ein Ersatzmitglied, das die gleichen Interessen vertritt.

Unter den Vollmitgliedern der Beobachtungsstelle für den Handel ernennt die Regierung den Vorsitzenden sowie den stellvertretenden Vorsitzenden. Ist der Vorsitzende abwesend oder verhindert, so wird er durch den stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt.

**Art. 3** - Das Amt als Mitglied der Beobachtungsstelle für den Handel ist unvereinbar mit:

1° der Eigenschaft jedes Immobilienfachmanns, der in den Projekten der Handelsniederlassungen oder in den Schemen zur Handelsentwicklung miteinbezogen ist;

2° der Eigenschaft als Mitglied jedes Studienbüros, das in den Projekten der Handelsniederlassungen oder in den Schemen zur Handelsentwicklung miteinbezogen ist;

3° der Eigenschaft als konkurrierender Betreiber oder Mitglied einer Organisation, eines Berufsstands oder eines Vereins, die bzw. der den betroffenen Sektor vertritt, so dass ein Interessenkonflikt vermieden wird.

**Art. 4** - § 1 - Auf Beschluss der Beobachtungsstelle für den Handel gilt als rücktretend das Mitglied, das:

1° auf ungerechtfertigte Weise mehr als drei aufeinanderfolgenden Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

2° ohne ärztliche Begründung mehr als der Hälfte der während der letzten zwölf Monate stattgefundenen Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

Als rücktretend von Rechts wegen gilt das Mitglied, das:

1° die Bestimmungen von Artikel 3 nicht mehr einhält;

2° die Eigenschaft verliert, aufgrund deren es ernannt worden ist;

§ 2. Wenn ein Mitglied zurücktritt oder als rücktretend gilt, bestellt die Regierung den Vertreter, der das Mandat bis zu dessen Ende ausübt.

**Art. 5** - Die Beobachtungsstelle für den Handel hat ihren Sitz innerhalb des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie.

*Abschnitt 2 — Sekretariat*

**Art. 6** - § 1. Ein ständiger Sekretär und zwei beigeordnete Sekretäre werden unter den Personalmitgliedern des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie bestellt. Ihre Aufgabe besteht darin, die Sitzungen und Arbeiten der Beobachtungsstelle für den Handel vorzubereiten.

§ 2. Der ständige Sekretär oder einer der beigeordneten Sekretäre wohnt den Sitzungen der Beobachtungsstelle für den Handel bei, in der er das Amt eines Berichterstatters ausübt, indem er ein Protokoll jeder Sitzung aufnimmt.

Das ständige Sekretariat stellt alle Unterlagen bezüglich der Arbeiten der Beobachtungsstelle für den Handel zusammen und führt alle für deren reibungslosen Arbeitsablauf zweckdienliche Aufgaben aus. Er steht ebenfalls den Mitgliedern der Beobachtungsstelle für den Handel bei der Vorbereitung und der Abfassung ihrer Berichte, Gutachten, Bemerkungen, Anregungen und Vorschläge bei.

*Abschnitt 3 — Arbeitsweise und Beratungen*

**Art. 7** - Die Arbeiten der Beobachtungsstelle für den Handel werden von dem Vorsitzenden geleitet.

Ein Ersatzmitglied kann nur dann tagen, wenn das Vollmitglied, das es ersetzt, abwesend ist.

**Art. 8** - § 1. Die Beschlüsse der Beobachtungsstelle für den Handel sind nur dann gültig, wenn die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind.

Die Berichte, Gutachten, Bemerkungen, Vorschläge und Anregungen der Beobachtungsstelle für den Handel werden mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder angenommen. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden oder des stellvertretenden Vorsitzenden, der die Arbeiten leitet, ausschlaggebend.

Bei fehlender Einstimmigkeit werden in den Berichten, Gutachten, Bemerkungen, Vorschläge und Anregungen der Beobachtungsstelle für den Handel die bei den Arbeiten geäußerten anderslautenden Meinungen angeführt.

§ 2. Die Sitzung der Beobachtungsstelle für den Handel sind keine öffentlichen Sitzungen.

**Art. 9** - Der Minister kann die Art, den Betrag und die Bedingungen für die Gewährung der Bezüge, einschließlich der Anwesenheitsgelder, der Mitglieder, mit Ausnahme der in Artikel 2, 2° genannten Mitglieder, bestimmen.

Die Mitglieder haben Anspruch auf die gleichen Fahrtkosten und Entschädigungen wie diejenigen, die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

**Art. 10** - Die Beobachtungsstelle für den Handel bestimmt eine innere Dienstordnung, die sie der Zustimmung des Ministers unterbreitet.

### KAPITEL III — *Der Berufungsausschuss*

#### *Abschnitt 1 — Sitz*

**Art. 11** - Der Berufungsausschuss hat seinen Sitz in den Räumlichkeiten der Berufungszelle für Handelsniederlassungen der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung.

#### *Abschnitt 2 — Sekretariat*

**Art. 12** - Den Mitgliedern des Berufungsausschusses wird bei ihren Arbeiten von einem Sekretariat beigegeben. Das Sekretariat wird von der Berufungszelle für Handelsniederlassungen der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung geführt.

**Art. 13** - Das Sekretariat stellt alle Unterlagen bezüglich der Arbeiten des Berufungsausschusses zusammen und führt alle für dessen reibungslosen Arbeitsablauf zweckdienliche Aufgaben aus.

#### *Abschnitt 3 — Arbeitsweise und Beratungen*

**Art. 14** - § 1. Der Berufungsausschuss tagt auf Einberufung dessen Vorsitzenden.

§ 2. Jede Akte wird von dem Sekretariat vorgestellt. Um dem Ausschuss zu ermöglichen, die Prüfung der Berufung vorzubereiten, übermittelt das Sekretariat ihm vor der Versammlung eine Zusammenfassung der Akte, die der Tagesordnung beigegeben wird.

**Art. 15** - § 1. Die Beschlüsse des Berufungsausschusses sind nur dann gültig, wenn alle Mitglieder anwesend sind. Der Berufungsausschuss tagt unter Ausschluss der Öffentlichkeit, unbeschadet der möglichen Anhörungen.

§ 2. Der Vorsitzende oder das Mitglied des Berufungsausschusses, der/das für eine Akte keine genügenden Unparteilichkeitsgarantien bietet, hat sich vor der Untersuchung der Akte für nicht zuständig zu erklären.

§ 3. Für die Genehmigungen der Handelsniederlassung werden die Beschlüsse des Berufungsausschusses mit einfacher Stimmenmehrheit seiner Mitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Für die integrierten Genehmigungen werden die Beschlüsse auf kollegiale Weise gefasst.

**Art. 16** - Der Berufungsausschuss legt eine allgemeine Dienstordnung fest, die dem Minister zur Genehmigung unterbreitet wird.

### KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 17** - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 22. Februar 2005 über die Vorstellungs- und Bestellungsmodalitäten der Mitglieder des Sozialwirtschaftlichen Vertriebsausschusses;

2° der Königliche Erlass vom 23. Februar 2005 zur Präzisierung der bei der Prüfung von Handelsniederlassungsprojekten und der Zusammenstellung der sozialwirtschaftlichen Akte zu berücksichtigenden Kriterien;

3° der Königliche Erlass vom 12. April 2005 zur Bestimmung der Organisation, der Arbeitsweise, der Entlohnung und der Unvereinbarkeitsregeln des in Artikel 11, 1 des Gesetzes vom 13. August 2004 über die Zulassung von Handelsniederlassungen genannten Interministeriellen Vertriebsausschusses.

**Art. 18** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2015 in Kraft.

**Art. 19** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. April 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie,  
Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung,  
Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201975]

**2 APRIL 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de samenstelling en de werking van het Waarnemingscentrum voor de Handel en van de Beroepscommissie voor de handelsvestigingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen, artikelen 4, § 1, 6 en 9;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 december 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 januari 2014;

Gelet op het evaluatierapport waarin vastgesteld wordt dat dit besluit geen weerslag heeft op de respectievelijke toestand van mannen en vrouwen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;



Gelet op het advies nr. 57.099/2 van de Raad van State, gegeven op 9 maart 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 10 februari 2014;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de steden en gemeenten van Wallonië) van 11 februari 2014;

Gelet op het advies van de « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke commissie ruimtelijke ordening), gegeven op 14 februari 2014;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest) van 17 februari 2014;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> « decreet » : het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen;

2<sup>o</sup> « Beroepscommissie » : het orgaan ingesteld bij artikel 7 van het decreet;

3<sup>o</sup> « Minister » : de Minister van Economie;

4<sup>o</sup> « Waarnemingscentrum voor de Handel » : de instantie ingesteld bij artikel 2, § 1, van het decreet.

#### HOOFDSTUK II. — *Waarnemingscentrum voor de Handel*

##### *Afdeling 1. — Samenstelling en zetel*

**Art. 2.** Het Waarnemingscentrum voor de Handel is samengesteld uit dertien gewone leden, met name :

1<sup>o</sup> de vertegenwoordiging van de volgende adviesinstanties :

i. « Conseil économique et social de Wallonie »;

ii. « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling);

iii. « Conseil supérieur du Logement » (Hoge huisvestingsraad);

iv. Adviescommissie voor vervoer en mobiliteit;

2<sup>o</sup> een vertegenwoordiger van de administratie van de handelsvestigingen;

3<sup>o</sup> twee onafhankelijke deskundigen voor elk van de vier criteria vermeld in artikel 44 van het decreet.

De Minister wijst de leden van het Waarnemingscentrum voor de Handel aan op de voordracht van de « Conseil économique et social de Wallonie ».

Voor elk gewoon lid wijst de Regering een plaatsvervanger aan ter vertegenwoordiging van dezelfde belangen.

De Regering wijst de voorzitter en de ondervoorzitter aan onder de gewone leden van het Waarnemingscentrum voor de Handel. Bij afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter.

**Art. 3.** De functie van lid van Waarnemingscentrum voor de Handel is onverenigbaar met :

1<sup>o</sup> de hoedanigheid van vastgoedmakelaar betrokken bij handelsvestigingsprojecten of handelsontwikkelings-schema's;

2<sup>o</sup> de hoedanigheid van lid van elk onderzoeksbureau betrokken bij handelsvestigingsprojecten of handelsontwikkelings-schema's;

3<sup>o</sup> de hoedanigheid van concurrerende operatoren of van lid van een organisatie, een orde of een representatieve vereniging van betrokken sector, ten einde een belangenconflict te voorkomen.

**Art. 4.** § 1. Een lid wordt na beslissing van het Waarnemingscentrum voor de Handel aftredend geacht te zijn als :

1<sup>o</sup> het op ongerechtvaardigde wijze afwezig is geweest op meer dan drie opeenvolgende vergaderingen waarvoor het opgeroepen werd;

2<sup>o</sup> het zonder medische reden afwezig is geweest op meer dan de helft van de in de loop van de twaalf laatste maanden gehouden vergaderingen waarvoor het regelmatig opgeroepen werd.

Een lid wordt van rechtswege aftredend geacht te zijn als :

1<sup>o</sup> het niet meer voldoet aan de voorschriften van artikel 3;

2<sup>o</sup> het de hoedanigheid verliest waarin het is aangewezen.

§ 2. Als een lid aftreedt of aftredend wordt geacht te zijn, wijst de Regering de plaatsvervanger aan die het mandaat zal voleidingen.

**Art. 5.** Het Waarnemingscentrum voor de Handel heeft zijn zetel binnen de « Conseil économique et social de Wallonie ».

##### *Afdeling 2. — Secretariaat*

**Art. 6.** § 1. Onder het personeel van de « Conseil économique et social de Wallonie » worden een vaste secretaris en twee adjunct-secretarissen aangewezen. Ze worden belast met de voorbereiding van de vergaderingen en de werken van het Waarnemingscentrum voor de Handel.

§ 2. De vaste secretaris of één van de adjunct-secretarissen woont de vergaderingen van het Waarnemingscentrum voor de Handel bij. Hij neemt er de functie van verslaggever waar door voor elke vergadering de notulen op te maken.

Het vast secretariaat verzamelt de documentatie betreffende de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum voor de Handel en vervult de opdrachten die nuttig zijn voor de vlotte werking ervan. Hij staat bovendien de leden van het Waarnemingscentrum voor de Handel bij bij het voorbereiden en het opmaken van hun verslagen en het formuleren van hun adviezen, bemerkingen, suggesties en voorstellen.

*Afdeling 3. — Werking en beraadslagingen*

**Art. 7.** De werkzaamheden van het Waarnemingscentrum voor de Handel worden door de voorzitter geleid. Een plaatsvervangend lid mag slechts zitting hebben als het lid dat het vervangt afwezig is.

**Art. 8. § 1.** Het Waarnemingscentrum voor de Handel beraadslaagt op geldige wijze als de helft van zijn leden aanwezig zijn.

De verslagen, adviezen, bemerkingen, suggesties en voorstellen van het Waarnemingscentrum voor de Handel worden aangenomen bij gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van de ondervoorzitter die de werkzaamheden leidt doorslaggevend.

Bij gebrek aan eenstemmigheid geven de verslagen, adviezen, bemerkingen, suggesties en voorstellen van het Waarnemingscentrum voor de Handel de andersluidende opinies weer die tijdens de werkzaamheden zijn uitgedrukt.

§ 2. De vergaderingen van het Waarnemingscentrum voor de Handel zijn niet openbaar.

**Art. 9.** De Minister kan de aard, het bedrag en de voorwaarden van de toekenning van de emolumenten bepalen, met inbegrip van het presentiegeld, die aan de leden verleend worden, met uitsluiting van de leden vermeld in artikel 2, 2°.

De leden genieten de terugbetaling van de reiskosten en de vergoedingen die krachtens de Ambtenarencode voorzien worden voor de personeelsleden van de diensten van de Regering.

**Art. 10.** Het Waarnemingscentrum voor de Handel maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

HOOFDSTUK III. — *Beroepscommissie**Afdeling 1. — Zetel*

**Art. 11.** De Beroepscommissie heeft haar zetel binnen de lokalen van de Cel van beroep voor handelsvestigingen van het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek.

*Afdeling 2. — Secretariaat*

**Art. 12.** De leden van de Beroepscommissie worden in hun werkzaamheden door een secretariaat bijgestaan. Het secretariaat wordt waargenomen door de Cel van beroep voor handelsvestigingen van het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek.

**Art. 13.** Het secretariaat verzamelt de documentatie betreffende de werken van de Beroepscommissie en vervult de opdrachten die nuttig zijn voor de vlotte werking ervan.

*Afdeling 3. — Werking en beraadslagingen*

**Art. 14. § 1.** De Beroepscommissie vergadert na bijeenroeping door haar voorzitter.

§ 2. Elk dossier wordt door het secretariaat voorgelegd. Om het onderzoek van het beroep te kunnen voorbereiden, laat het secretariaat voor de vergadering een bij de agenda gevoegde gecondenseerde versie van het dossier toekomen.

**Art. 15. § 1.** De Beroepscommissie beraadslaagt slechts op geldige wijze als alle leden aanwezig zijn. De Beroepscommissie zetelt met gesloten deuren, onverminderd de mogelijke verhoren.

§ 2. De voorzitter of het lid van de Beroepscommissie die/dat niet voldoende garanties van onpartijdigheid biedt in het kader van een dossier, moet zich onbevoegd verklaren voor de behandeling van het dossier.

§ 3. Wat de handelsvestigingsvergunningen betreft, worden de beslissingen van de Beroepscommissie genomen bij gewone meerderheid van stemmen van haar leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Wat de geïntegreerde vergunningen betreft, worden de beslissingen van de Beroepscommissie op collegiale wijze genomen.

**Art. 16.** De Beroepscommissie maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Minister voor.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 17.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 22 februari 2005 betreffende de wijze van voordracht en aanstelling van de leden van het Nationaal Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie;

2° het koninklijk besluit van 22 februari 2005 betreffende de organisatie en werking van het Nationaal Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie;

3° het koninklijk besluit van 12 april 2005 tot vaststelling van de organisatie, werking, vergoeding en incompatibiliteitsregels van het Interministerieel Comité voor de Distributie bedoeld bij artikel 11, § 1, van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2015.

**Art. 19.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 2 april 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie,  
Innovatie en Digitale Technologieën,  
J-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening,  
Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO